

La sécurité alimentaire à l'épreuve de la crise de Covid-19 : comment améliorer la résilience des petits agriculteurs ?

Jérôme H. AGONGNON*

L'année 2020, début d'une nouvelle décennie, aura bousculé l'humanité tout entière tant dans son mode de vie normal, dans ses activités plurielles que dans les aspects liés à sa santé et à son devenir. La crise sanitaire actuelle générée par l'envolée de la pandémie de la Covid-19 défie les certitudes scientifiques, technologiques et médicales établies jusque-là, et remet en cause l'assurance d'un lendemain meilleur qui interroge et continue d'agiter à la fois plus d'un. En dépit des gestes barrières édictés par l'OMS qui renvoient à l'hygiène des mains, à la distanciation sociale d'un mètre, à l'évitement de toucher les yeux, le nez et la bouche, à la pratique de l'hygiène respiratoire, et au recours au plus tôt à l'assistance médicale en cas de fièvre, de toux sèche et de difficultés respiratoires, le virus continue sa propagation dans tous les coins du monde. Le nouveau coronavirus demeure un agent pathogène qui menace et perturbe l'humanité¹. Outre ces gestes barrières, l'identification rapide et l'isolement des patients suspects, associée à l'usage approprié de l'équipement personnel de protection², constituent les méthodes les plus fiables adoptées çà et là par les Etats pour riposter contre l'ennemi invisible qu'est le coronavirus. Lesdites mesures réduisent la mobilité humaine, de sorte que les secteurs vitaux de l'économie s'en trouvent durement frappés. A l'instar du système sanitaire, des transports terrestre et aérien, en passant par le commerce, le tourisme, la restauration et l'industrie hôtelière, la sécurité alimentaire est compromise par la Covid-19. A supposer que la production primaire des denrées alimentaires ne puisse pas être sévèrement touchée en raison de ce que les exploitations agricoles sont souvent géographiquement distantes des milieux urbains à forte densité de population, il est envisageable que la pandémie affecte les opérations de récolte, de transport et de distribution des vivres³. Or, la campagne agricole commence à peine avec l'installation des premières pluies dans les pays tropicaux où l'agriculture est essentiellement pluviale. En Afrique de l'Ouest particulièrement où l'on enregistre une prépondérance des petites exploitations agricoles familiales et où la faim et la malnutrition demeurent

* **Ingénieur Agronome, Socio-économiste, Assistant de recherche associé au CiAAF.**

¹ Siche Raúl, « What is the impact of COVID-19 disease on agriculture? », *Scientia Agropecuaria*, 2020, vol. 11, n°1, pp. 3-6.

² Columbus Cristie, Brust Karen, and Arroliga Alejandro, « 2019 novel coronavirus: an emerging global threat », *Baylor University Medical Center Proceedings*, Taylor & Francis, 2020, pp. 209-212.

³ Shahidi Fereidoon, « Does COVID-19 Affect Food Safety and Security? », *Journal of Food Bioactives*, 2020, vol. 9, pp. 1-3.

principalement des phénomènes ruraux⁴, la question de la résilience des petits producteurs dans ce contexte de choc est centrale. Partant de ces caractéristiques de petites surfaces, d'un outillage peu mécanisé, de la prédominance de la main-d'œuvre familiale et de l'affectation d'une bonne partie de la production à l'autoconsommation⁵, l'exploitation agricole familiale subit déjà et peut-être encore de plein fouet les effets de la crise sanitaire. La situation est d'autant plus préoccupante que ce sont les petits agriculteurs mieux que ceux exerçant l'agriculture intensive, qui représentent l'épine dorsale de la sécurité alimentaire du monde⁶. On se demande ce qui adviendra de cette proportion non négligeable d'agriculteurs à faible revenu si la période de crise s'étalait à l'infini avec l'accès aux facteurs de production limité. Comment améliorer la résilience de ces petits agriculteurs en proie à l'insécurité alimentaire face au choc de la Covid-19 ? Le présent article tente de répondre à ce questionnement qui certainement taraude l'esprit aussi bien des dirigeants, des acteurs concernés que de tout citoyen du monde.

I. Cadre théorique

Le concept de la résilience a été étudié dans plusieurs domaines par divers auteurs. Le présent cadre théorique permet de rendre compte des travaux de ces auteurs.

A. Concept de résilience

La notion de « résilience » est à usage multidisciplinaire et a été abondamment appliquée dans les domaines de la physique, de la psychologie, de l'ingénierie, de l'écologie⁷, du développement tout court et plus récemment de la sécurité alimentaire.

Analysant les apports potentiels de ce concept dans le domaine de la sécurité alimentaire, Vonthron Simon et ses collègues⁸ ont indiqué qu'il permettait de situer des événements plus ou moins brutaux par

⁴ Ecker Olivier, « Agricultural transformation and food and nutrition security in Ghana: Does farm production diversity (still) matter for household dietary diversity? », *Food policy*, 2018, vol. 79, pp. 271-282.

⁵ Andrianantoandro Voahirana Tantely, Jean-François Bélières, « L'agriculture familiale malgache entre survie et développement: organisation des activités, diversification et différenciation des ménages agricoles de la région des Hautes Terres », *Revue Tiers Monde*, 2015, no 1, pp. 69-88 ; Allali Boujemaa, « Les paysans de l'agriculture familiale de l'Altiplano bolivien à l'épreuve des risques climatiques », *Pensée plurielle*, 2015, no 3, pp. 121-132 ; Arsène Mushagalusa Balasha, Junior Momba Ndjembe, Nathan Kasanda Mukendi, Jules Nkulu Mwine Fyama. « Caractéristiques de l'agriculture familiale dans quelques villages de Kipushi: Enjeux et perspectives pour la sécurité alimentaire [Characteristics of family farm in some villages of Kipushi: Stakes and prospects for food safety] », *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 2015, vol. 10, no 4, p. 1134.

⁶ Horlings Lummina, Marsden Terry, « Towards the real green revolution? Exploring the conceptual dimensions of a new ecological modernisation of agriculture that could 'feed the world' », *Global environmental change*, 2011, vol. 21, no 2, pp. 441-452; Chappell Michael Jahi, Liliana LaValle, « Food security and biodiversity: can we have both? An agroecological analysis », *Agriculture and Human Values*, 2011, vol. 28, no 1, pp. 3-26.

⁷ Barrett Christopher, Mark A. Constanas, « Toward a theory of resilience for international development applications », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 2014, vol. 111, no 40, pp. 14625-14630.

rapport à des trajectoires longues des individus/ménages qui sont affectés par une multiplicité de perturbations modifiant leur niveau de bien-être ou de vie tant dans le temps que dans leur diversité (inondations, épidémies, crises politiques, etc.). Dans cette perspective, la résilience est mobilisée pour identifier des actions permettant d'apporter des réponses aux perturbations afin de faire évoluer le système vers un état désiré, contrairement à la réduction de la vulnérabilité qui est plutôt employée pour des actions de gestion visant principalement à atténuer l'effet des perturbations négatives. Les auteurs ont souligné que la résilience doit susciter « la montée en puissance des transferts sociaux » qui peuvent être simultanément exploités de façon ponctuelle pour épauler les populations à se remettre d'un choc et de façon pérenne au travers de politiques de protection sociale. On peut en déduire que la résilience correspond à un faisceau de mesures prises pour rétablir la normalité de la vie des individus/ménages face à une crise ou un choc négatif.

Dans cette même logique, d'Errico Marco et ses collègues⁹ pensent que la résilience est la capacité qui garantit que les facteurs de stress et les chocs négatifs n'ont pas de conséquences néfastes durables. Leurs travaux sur la résilience des ménages à l'insécurité alimentaire en Tanzanie et en Ouganda ont débouché sur le fait que la capacité d'adaptation est le facteur le plus pertinent contribuant à la résilience des ménages. Et l'éducation et la proportion de salariés par rapport au total des membres du ménage sont les déterminants les plus pertinents de ce facteur dans les deux pays. De plus, ils ont montré que la résilience des ménages est positivement liée aux résultats futurs de la sécurité alimentaire des ménages, diminuant ainsi la probabilité de subir une future perte de sécurité alimentaire et facilitant la reprise après la survenance d'une perte. Enfin, ils ont précisé que l'indice de capacité de résilience atténue l'impact négatif des chocs. Il apparaît donc que la mesure de la résilience fait appel à plusieurs indices, indicateurs et méthodes.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'un nouveau concept, Cutter Susan¹⁰ a rappelé les trois événements interdépendants qui ont fait inscrire la résilience dans les agendas politiques au cours des dernières années. Primo, une série de catastrophes importantes telles les ouragans Katrina et Sandy, de même que les tremblements de terre du Grand Japon oriental, de Christchurch et du Népal mettant en évidence des pertes croissantes (humaines et économiques) associées aux risques naturels et leurs conséquences. Secundo, le financement important après l'ouragan Sandy a stimulé l'intérêt et le soutien pour les

⁸ Vonthron Simon, Dury Sandrine, Fallot Abigail, Alpha Arlène, Bousquet François, « L'intégration des concepts de résilience dans le domaine de la sécurité alimentaire : regards croisés ». *Cah. Agric.*, n° 25, 2016, p. 64001.

⁹ d'Errico Marco, Battiston Stefano, Peltonen Tuomas, Scheicher Martin, « How does risk flow in the credit default swap market? », *Journal of Financial Stability*, 2018, vol. 35, pp. 53-74.

¹⁰ Cutter Susan, « The landscape of disaster resilience indicators in the USA », *Natural hazards*, 2016, vol. 80, no 2, pp. 741-758.

initiatives de résilience à l'échelle de la ville. Tertio, il existe des pressions des parties prenantes aussi bien locales que mondiales pour s'engager dans le domaine de la résilience.

La résilience des petits agriculteurs consiste alors en leur capacité à faire face aux changements bouleversants qui pourraient advenir, induits par la crise de la pandémie en termes de disponibilité et de l'accessibilité alimentaires, de la facilité d'accès aux intrants agricoles et aux facteurs de production, de la perturbation du calendrier agricole, de la difficile mise en marché des produits agricoles.

B. Stratégies de résilience

Dans une étude conduite par Castel Aurélien et ses collègues¹¹ sur la résilience et la capacité à se développer des exploitations agricoles familiales dans le périmètre irrigué de Bittit (plaine du Saiss) face aux contraintes majeures que constituent la variabilité des prix des cultures de maraîchage, la difficulté d'accéder aux subventions, la grêle et le gel, et les problèmes phytosanitaires ; les stratégies développées par les agriculteurs se résument à i) ajuster la perte de revenu par la vente d'une partie du cheptel en fonction de l'intensité des pertes ; ii) obtenir un crédit auprès des fournisseurs pour planter la même surface l'année suivante ; iii) travailler comme saisonnier agricole pour financer la campagne suivante, voire, en cas de forte baisse des revenus, iv) vendre une partie de la terre. Ceci indique que les chocs peuvent toucher toutes les composantes du système de production et nécessiter un éventail de mesures à mettre en œuvre.

Allali Boujemaa¹² a lui aussi dévoilé des stratégies de résilience individuelle dans ses travaux sur les paysans de l'agriculture familiale de l'altiplano bolivien à l'épreuve des risques climatiques. Il s'agit de l'adoption du modèle agricole productiviste, de la formation à l'agro-écologie et à la participation politique, des nouvelles formes d'organisations des paysans, et la diversification des activités économiques. S'agissant du modèle agricole productiviste, les agriculteurs familiaux se sont investis dans les techniques de production intensive avec le recours à des intrants chimiques, à la monoculture, à des semences commerciales impliquant des choix de cultures commerciales dans le but d'augmenter les rendements agricoles et les revenus monétaires. La formation à l'agro-écologie consistait à faire expérimenter par les paysans les techniques agro-écologiques sur de petites parcelles de démonstration qu'ils pouvaient étendre à leur domaine après aboutissement. Quant à la formation politique, elle visait à

¹¹ Castel Aurélien, Faysse Nicolas, El Hirsch Adil, Rinaudo Jean-Daniel, « Vulnérabilité, résilience et capacité à se développer des exploitations agricoles familiales dans le périmètre irrigué de Bittit (plaine du Saiss) », *Alternatives Rurales*, 2014, no 2, pp. 73-84.

¹² Allali Boujemaa, « Les paysans de l'agriculture familiale de l'Altiplano bolivien à l'épreuve des risques climatiques », *Pensée plurielle*, 2015, no 3, pp. 121-132.

inciter les paysans à s'organiser, à faire pression sur les autorités politiques pour qu'elles mettent en place des politiques publiques de soutien à l'agriculture familiale. Il en est de même pour les nouvelles formes d'organisations des paysans qui permettent de développer des mécanismes de contrôle social citoyen sur l'État. Les paysans de l'Altiplano ont de plus en plus recours à des activités complémentaires liées aux migrations temporaires de travail vers les villes et l'artisanat en vue de créer d'autres revenus.

C. Résilience et sécurité alimentaire

Alinovi Luca, Erdgin Mane et Donato Romano établissant le lien entre la résilience et l'insécurité alimentaire par la méthodologie utilisée, ont défini la résilience comme la mesure de la capacité d'un système à supporter les contraintes et les chocs, à persister dans un environnement incertain¹³. Le modèle qui leur a permis d'analyser cette capacité a été décrit suivant quatre éléments constitutifs à savoir i) l'accès aux revenus et à la nourriture, ii) les actifs, iii) l'accès aux services publics, et iv) les filets de protection sociale. Deux dimensions supplémentaires que sont la stabilité et la capacité d'adaptation se dégagent comme des conditions qui tiennent compte de la capacité des ménages à réagir et à s'adapter aux chocs. Les auteurs pensent qu'au temps T_0 , chaque composante estimée séparément va contribuer à générer un indice composite de la résilience du ménage. Ainsi, les différentes composantes de la résilience observée au temps T_1 reflètent comment tous ces facteurs produisent un changement dans la résilience du ménage suite à la survenance de chocs endogènes et/ou exogènes. En termes algébriques, l'indice de la résilience pour un ménage i peut être exprimé comme suit :

$R_i = f(ARN_i, A_i, ASP_i, FPS_i, S_i, CA_i)$ ¹⁴. Ce cadre conceptuel traduit que l'amélioration de la résilience d'un ménage face à un choc implique des actions au niveau de chaque composante. Comme l'objectif de ce travail est de développer des mesures qui permettent de renforcer la résilience des petits producteurs dans ce contexte de crise sanitaire, seuls les facteurs liés à l'accès aux revenus et à la nourriture, à l'accès aux services publics ainsi que les filets de protection sociale sont pris en considération.

¹³Alinovi Luca, Erdgin Mane, Donato Romano, « Measuring household resilience to food insecurity: application to palestinian households », *Working paper, EC-FAO Food Security Programme Linking Information and Decision Making to Improve Food Security*, 2009, 35 p., consultable à travers le lien, http://www.fsnnetwork.org/sites/default/files/measuring_household_resilience_to_food_insecurity.pdf. [Google Scholar]

¹⁴ Où R = Résilience ; ARN = Accès aux revenus et à la nourriture ; A = Actifs ; ASP = Accès aux services publics ; FPS = Filets de protection sociale ; S = Stabilité ; et CA = Capacité d'adaptation.

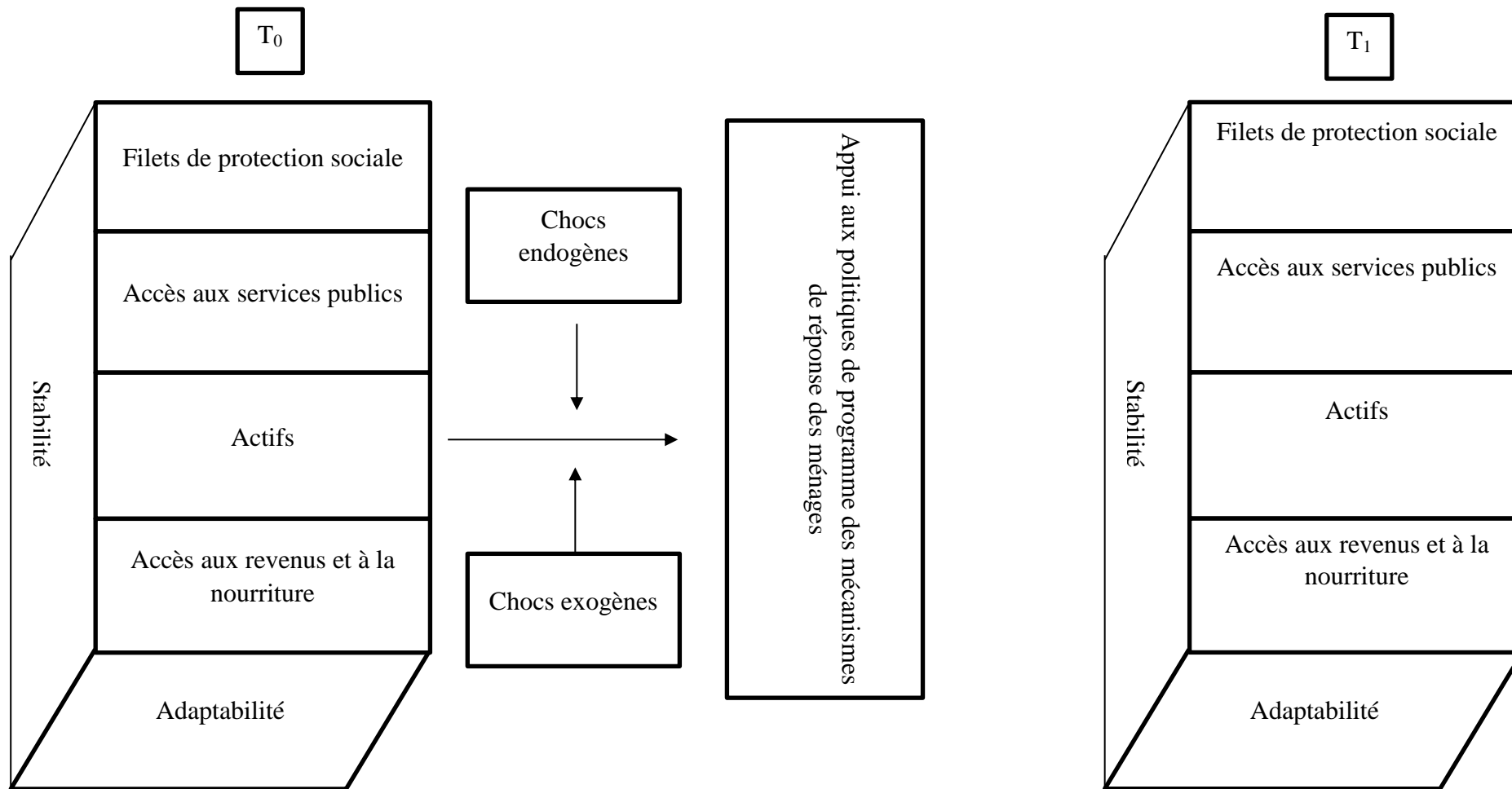


Figure I : Cadre conceptuel de la résilience.

Source : Alinovi et al. (2009).

II. Méthodologie

La méthodologie ayant permis de rédiger cet article se décline en deux parties comme suit :

Dans un premier temps, une brève revue de littérature a été faite sur la notion de résilience et le cadre conceptuel de Alinovi Luca, Erdgin Mane, et Donato Romano; a été mobilisé pour définir les mesures urgentes à prendre en vue de soutenir les petits agriculteurs à traverser la crise sanitaire. Les facteurs contribuant à la résilience des ménages et dégagés par ces auteurs sont : l'accès aux revenus et à la nourriture, les actifs, l'accès aux services publics, et les filets de protection sociale.

Ensuite, les données secondaires relatives au Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI) ont fait l'objet d'analyse pour établir les effets de la Covid-19 en termes de sécurité alimentaire sur les élèves des ménages ruraux suite à la fermeture des écoles au Bénin. Ces données sont qualitatives et ont été exploitées au moyen du logiciel Excel 2016 ; ce qui a permis de réaliser des courbes et graphiques. Les principales sources d'informations utilisées sont les sites web de la l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et du Programme Alimentaire Mondial (PAM).

III. Impact de la crise sanitaire de Covid-19 sur la sécurité alimentaire

Les effets de la Covid-19 commencent à devenir de plus en plus apparents dans nombre de secteurs notamment la sécurité alimentaire. Cela se traduit par des dysfonctionnements qui s'observent au niveau des maillons de la chaîne alimentaire en raison de la faible mobilité qui émerge au sein des acteurs.

A. La chaîne agroalimentaire face à la pandémie

L'offre alimentaire est une chaîne qui lie une série d'acteurs entretenant entre eux des relations fonctionnelles nourries par des liens d'affaires horizontaux et verticaux. Du maillon de la fourniture d'intrants spécifiques, à travers celui de la production, de la transformation, jusqu'aux maillons de la commercialisation et de la consommation, les acteurs travaillent à atteindre le deuxième Objectif du Développement Durable des Nations Unies : « Faim zéro ». En effet, les fournisseurs approvisionnent les exploitations agricoles en équipements (tracteurs, semoirs, batteuses, etc.) et en intrants spécifiques (semences certifiées, engrais chimique, pesticides, etc.) pour leur garantir une bonne campagne. S'agissant des producteurs primaires, ils préparent le sol, installent les cultures (annuelles et/ou pérennes) avant de procéder plus tard aux opérations de récolte, de séchage, de conditionnement et de stockage des vivres. Dès lors, les entreprises agroalimentaires se saisissent des produits, les classifient, les transforment et les emballent à destination du marché. Puis, il appartient à une autre catégorie d'acteurs

d'assurer le transport, la distribution et la vente des denrées. Pour achever son trajet et devenir un plat sur la table du consommateur, la denrée alimentaire doit subir la transformation. Bien que l'offre réponde à une demande dont la rencontre détermine le prix, la chaîne alimentaire est rompue dès qu'un maillon s'affaiblit ou connaît de dysfonctionnement. La Covid-19 qui a fait son apparition en décembre 2019 à Wuhan en Chine¹⁵, avec des symptômes non spécifiques, et s'est propagée à la vitesse de la lumière partout dans le monde, a eu pour conséquences immédiates l'affaiblissement des secteurs vitaux de l'économie, la réduction progressive de la disponibilité d'aliments dans les espaces d'échanges commerciaux suite à la fermeture des frontières. A l'analyse, ce sont moins la virulence de ce mal et son traitement qui plombent les activités humaines et par-delà la vitalité de l'économie. La crise sanitaire qui semble se muer progressivement en crise alimentaire au regard du caractère très contagieux du virus et l'inexistence d'un remède approprié pour guérir la maladie qu'il entraîne après une latence d'environ 14 jours, tient au confinement des citoyens, acteurs des chaînes de valeurs agricoles. La limitation des déplacements au strict minimum prescrite par les gouvernements comme l'une des mesures préventives de gestion de la pandémie en cohérence avec les recommandations de l'OMS, ajoutée à la peur distillée par les médias au travers des annonces exclusives de nombres exorbitants de personnes infectées et de personnes décédées, fragilisent l'accessibilité alimentaire. Dans ce contexte, la demande des denrées pour provisions augmente pendant que les stocks vivriers s'amenuisent dans les entrepôts. Comme le prédisaient Pretty Jules N. et ses collègues, la demande alimentaire va croître dans les décennies à venir par suite du boom démographique, de la croissance économique renforçant le pouvoir d'achat des gens, de l'urbanisation grandissante des villes ayant pour corollaire l'adoption de nouveaux régimes alimentaires¹⁶. Mais ces auteurs n'ont pas envisagé qu'outre les facteurs cités ci-dessus, l'augmentation de la demande de denrées alimentaires pourrait aussi résulter de crises de pandémies émergentes qui imposeraient quasiment l'inertie aux agents économiques. A ce titre, il est très peu ordinaire de voir dans la quasi immobilité observée des acteurs, des entreprises agroalimentaires tourner pour produire et satisfaire convenablement les besoins des consommateurs.

B. Les catégories d'acteurs sévèrement touchés

Pretty Jules N. et ses co-auteurs ont identifié trois groupes de personnes qui seront sévèrement affectés par cette situation. Le premier groupe de personnes réunit les consommateurs qui affrontent la faim

¹⁵ Rezaeetalab Fariba, Mozdourian Mahnaz, Amini Mahnaz, Javidarabshahi Zahra, Akbari Farzaneh, « COVID-19: A New Virus as a Potential Rapidly Spreading in the Worldwide », *Journal of Cardio-Thoracic Medicine*, 2020, vol. 8, no 1, pp. 563-564.

¹⁶ Pretty Jules N., Noble Andrew D., Bossio Deborah, Dixon John, Hine Rachel E., Penning de Vries Frits W., Morison James, « Resource-conserving agriculture increases yields in developing countries », *Environmental Sciences and Technology*, 2006, vol. 40, no 4, pp. 1114-1119.

chronique et ne consomment pas assez de calories pour vivre une vie normale. Ils sont estimés à environ 820 millions de personnes¹⁷. En réalité, les individus appartenant à ce groupe sont si fragiles qu'ils ne peuvent supporter une possible rupture de leurs moyens d'existence ou d'accès à l'alimentation qui pourrait advenir.

Le deuxième groupe de personnes est représenté par les petits agriculteurs, cheville ouvrière de la sécurité alimentaire, en raison de la faiblesse de leurs revenus et de leurs investissements. Ils seront confrontés aux difficultés de disponibilité de la main-d'œuvre et d'accès aux marchés pour écouler leurs produits ou encore d'acquisition des semences et autres intrants agricoles nécessaires à la production à cause de la restriction des mouvements et de la fermeture des frontières. Les effets de la fermeture des voies (installation par exemple du cordon sanitaire au Bénin) pourraient se traduire en termes de rareté de la main-d'œuvre, de la perte de revenus due à la l'accumulation dans les exploitations agricoles de produits périssables, avec un risque d'effets négatifs sur les campagnes agricoles qui vont se succéder.

Le troisième groupe de personnes comprend les enfants des ménages à faible revenu qui sont le plus souvent nourris par l'offre de repas des programmes sociaux. La suspension desdits programmes pour raison de la progression de la pandémie mettrait la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la vie de ces enfants en péril. Au Bénin, la prévalence de la malnutrition chez les enfants âgés de moins de 5 ans est de 34% tandis que celle de la malnutrition aiguë globale est 5%. Ces taux de malnutrition sont révélateurs d'une situation d'insécurité alimentaire chronique observée dans la plupart des communes du Bénin¹⁸. Ceci a pour conséquence un mouvement massif de déscolarisation des enfants surtout des filles. En 2015, le taux brut d'accès au Cours d'Initiation était de 141 %, contre 66 % en 6^e soit une déperdition de plus de 50 %¹⁹. Le relèvement de ce défi a conduit l'État béninois à mettre en œuvre depuis bientôt trois ans le Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI), un programme destiné à offrir un repas chaud par jour aux écoliers des zones déshéritées. Axé sur un accord entre lui et le Gouvernement signé le 20 juillet 2017, le PAM, bras opérationnel de ce projet, fournit un panier alimentaire constitué de cinq produits que sont le maïs, le riz, le niébé, l'huile et le sel. Les prélèvements journaliers par denrée pour obtenir la ration équilibrée pour un élève sont de 75g de maïs,

¹⁷ FAO - Food and Agriculture Organization, "Q & A: COVID-19 pandemic - impact on food and agriculture", URL: <http://www.fao.org/2019-ncov/q-and-a/en/> [[Links](#)], 2020.

¹⁸ Bouko Marius B., Yessoufou Abdou G., Santa Kouessopa Patrice, Yessoufou Abèbi K., Adebo Adégnika A., Soumanou Mohamed M., Sezan Alphonse, "Undernutrition among children under five (5) years in the municipalities of Natitingou, Boukoumbé and Toucountouna (NBT Zone) in the Department of Atacora in North West Benin", *International Journal of Multidisciplinary and Current Research*, 2018.

¹⁹ Ministère d'État Chargé du Plan et du Développement du Bénin, *Plan National de Développement 2018-2025*, 2018.

75g de riz, 30g de niébé, 10g d'huile et 3g de sel. Initialement, le projet a prévu impacter plus de 351.109 écoliers dans 3.179 écoles réparties dans 68 communes de 11 Départements sur les douze Départements que compte le Bénin. Aussi, faut-il préciser que plus de 42.807 tonnes de vivres seront fournies avec un investissement global se chiffrant à FCFA 27,2 milliards.

Au 31 octobre 2019, après la stabilisation des effectifs dans les écoles, on dénombrait pour le compte de la rentrée scolaire 2019-2020, 642.642 écoliers bénéficiaires de repas chauds dont 349.981 garçons et 292.661 filles. Aujourd'hui, suite à la fermeture des écoles, tous ces écoliers se retrouvent sans cet appui alimentaire. Selon la FAO, environ 1,5 milliard d'enfants, soit plus de la moitié de la population mondiale d'élèves/étudiants sont gardés loin des écoles²⁰, ceci étant attribuable aux mesures de riposte contre la pandémie de la Covid-19. Cet état de chose crée un impact négatif non seulement sur le droit des enfants à l'éducation, mais aussi sur leur droit à l'alimentation.

La mise à disposition de cantines scolaires au profit des communautés est sujette à des critères essentiellement liés aux formes d'insécurité alimentaires vécues (modérée, sévère et aiguë). Seules les zones en insécurité alimentaire aiguë et classées en « rouge » sont priorisées. En revanche, le nombre d'écoles servies par le programme connaît d'extension chaque année. Durant la rentrée académique 2018-2019 par exemple, 3.179 écoles ont bénéficié des interventions du projet contre 3.852 pour l'année en cours²¹. La pertinence et l'efficacité d'un tel programme réside dans l'intermédiation et la mobilisation sociales qui consacrent l'approche participative comme approche d'intervention. La réalisation des infrastructures telles le magasin d'entreposage des vivres et la cuisine de même que les activités de pérennisation que constituent le jardin et le champ scolaires, sont à la charge des communautés. Celles-ci font aussi des contributions en nature (apport de vivres et actes de donation) et en espèces (cotisation de 25F par élève/jour) pour rendre la cantine fonctionnelle. Au total en 2019, 257.046 enfants contre 385.569 respectivement des tranches d'âge de 5-11 et 12-17 ans ont été bénéficiaires du programme (Figure 2).

²⁰ Food and Agriculture Organization of the United Nations, « Mitigating the effects of the COVID-19 pandemic on food and nutrition of schoolchildren », 2020.

²¹ Programme Alimentaire Mondial, « Evaluation conjointe à mi-parcours du Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI) », 2019.

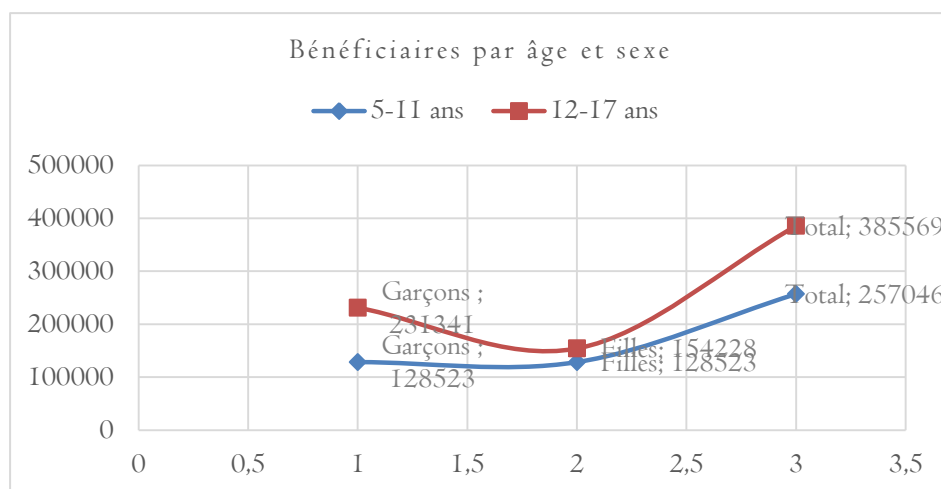


Figure 2 : Bénéficiaires par âge et sexe du PNASI en 2019.

Source : Rapport PAM, 2019.

Par ailleurs, la chaîne d’approvisionnement alimentaire des écoles au Bénin inclut les petits agriculteurs chez qui le maïs, le niébé et le riz sont achetés. Au titre de l’année 2019, un cumul de 2.199 tonnes de maïs, de 2.432 tonnes de riz, de 830 tonnes de niébé, de 324 tonnes d’huile végétale et de 99 tonnes de sel iodé ont été transférées par le PAM dans les écoles (Figure 3).

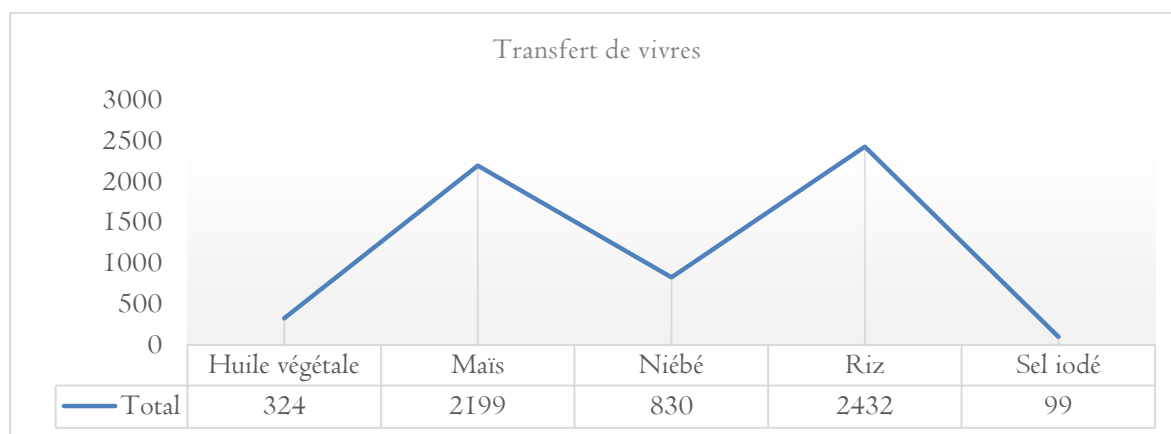


Figure 3 : Transferts de denrées alimentaires en 2019 dans le cadre du PNASI.

Source : Rapport PAM, 2019.

IV. Quelles mesures pour le renforcement de la résilience de l'agriculture familiale ?

En vue de limiter les dégâts qui se pointent à l'horizon, les gestes barrières doivent être accompagnés de mesures sociales préventives d'une crise de la faim qui ferait plausiblement plus de victimes que celle de la pandémie qui l'aurait engendrée. La constitution des banques alimentaires locales en cas de prolongement du confinement, l'exonération des entreprises agroalimentaires des taxes et impôts, la mise en place d'un fonds public de soutien aux plus vulnérables ; se dégagent comme des conditions de succès de la lutte contre la Covid-19. Car, les petits agriculteurs ruraux ne disposent presque pas d'actifs et sont les plus vulnérables en période de chocs. Une série d'actions allant dans le sens de renforcer leur capacité de résilience s'avère nécessaire dans trois dimensions que sont l'accès aux revenus et à la nourriture, l'accès aux services publics et les filets de protection sociale.

A. L'accès aux revenus et à la nourriture

Cet indicateur est lié à l'accès des ménages au repas. En effet, "la sécurité alimentaire existe lorsque toutes les personnes, à tout moment, ont un accès physique et économique à une nourriture suffisante, sûre et nutritive pour répondre à leurs besoins alimentaires et à leurs préférences alimentaires pour une vie active et saine"²². L'accessibilité financière étant considérée comme la problématique majeure de l'insécurité alimentaire dans les milieux ruraux, l'Etat doit pouvoir offrir des subventions aux ménages agricoles pour l'achat des denrées alimentaires de première nécessité. Mais par-delà, la mise en place d'institutions de micro-crédits agricoles sera nécessaire en vue de permettre aux agriculteurs de continuer à produire normalement. De surcroît, la constitution des banques alimentaires permettra d'assurer à court terme la disponibilité et l'accessibilité alimentaire à tous les ménages ruraux à faibles revenus en cas de confinement prolongé. D'après Ossipow Laurence et Cuénod Béatrice, le terme de banque alimentaire désigne des « dépôts où sont stockés des surplus issus de l'agriculture locale (ou transnationale, pour l'Europe), des produits que fournissent différents grossistes au lieu de les éliminer et des dons émanant de la société civile »²³. Ils affirment par ailleurs qu'elles ont pour fonction de nourrir les nombreuses personnes qui vivent dans l'insécurité alimentaire et se sont appauvries en raison de mauvaises conditions de travail, du chômage, de coupes dans l'aide sociale, d'attentes de prestation sociales, d'endettements, de problèmes de santé et de certaines situations familiales. De même, les besoins nutritionnels des écoliers bénéficiaires du programme de cantine scolaire temporairement suspendu, pourront être comblés.

²² FAO, « Rome Declaration on World Food Security and World Food Summit Plan of Action », Food and Agriculture Organization of the United Nations, World Food Summit, Rome, 13-17 November 2019.

²³ Ossipow Laurence, Cuénod Béatrice, « Banques alimentaires et right to food en Suisse. Entre conformité et points de vue critiques », *Revue des sciences sociales*, 2019, no 61, pp. 36-43.

B. L'accès aux services publics

Selon le Conseil d'État de la Réunion, cité par Daré William's et Queste Jérôme²⁴, un service public est « une activité d'intérêt général pour laquelle des prérogatives de puissance publique sont mises en œuvre et qui est exercée sous le contrôle de l'administration ». Cela suppose trois grands principes dégagés par Strobel Pierre à savoir : le principe de l'égalité des citoyens devant le service public, le principe de la continuité du service et le principe de la mutabilité (les activités et prestations doivent évoluer et s'adapter aux besoins)²⁵. Les services publics bien que n'étant pas du ressort des ménages, contribuent à améliorer leur résilience de par l'efficacité qu'ils offrent à ces ménages à accéder aux actifs. Il s'agit de l'accès à la santé, à l'eau potable, à l'électricité et aux réseaux de télécommunications. Ces services peu fournis dans les milieux ruraux méritent des investissements plus accrus au profit des agriculteurs afin de leur faciliter la gestion de la crise de Covid-19 au cas où elle viendrait à s'aggraver et embraser les milieux ruraux. Par exemple, Haddad Slim, Nougara Adrien, Ridde Valéry, expliquent qu'en zone rurale au Burkina Faso, les plus pauvres utilisent moins souvent et plus tardivement les services de santé publics, ceci étant largement dû à leur faible capacité financière face au prix des médicaments et des consultations hospitalières jugé beaucoup trop élevé²⁶. La mesure d'exonération des entreprises agroalimentaires des taxes et impôts contribuera à alléger les charges financières à celles-ci de sorte qu'elles ne soient pas étouffées par ces temps difficiles qui courent et en conséquence ne rompent pas la distribution des produits manufacturés.

C. Les filets de protection sociale

Les filets de protection sociale représentent les différentes aides d'agences internationales, d'organisations caritatives et d'organisations non gouvernementales (ONG), sans exclure celles provenant d'amis et de parents à l'endroit des ménages pour renforcer leur capacité à résister aux chocs. Ces appuis de proximité aux démunis font appel à la solidarité agissante, l'un des principaux gages d'une gestion efficace de la pandémie actuelle. Teto Abdelkader a distingué deux types de transferts au Maroc que sont les transferts formels dispensés par des institutions ou des Marocains résidents à l'étranger essentiellement destinés aux couches sociales les plus favorisées ; et les transferts de type informel encaissés par des ménages pauvres ou quasi pauvres, insuffisants pour garantir un niveau de vie décent et

²⁴ Daré William's, Queste Jérôme, « Diversité de choix et inégalités d'accès aux services publics: le paradoxe de l'écologisation de la politique agricole à La Réunion », *Lien social et Politiques*, 2011, no 66, pp. 225-243.

²⁵ Strobel Pierre, « Services publics et cohésion sociale ». *Revue des politiques sociales et familiales*, 1995, vol. 42, no 1, pp. 7-17.

²⁶ Haddad Slim, Nougara Adrien, Ridde Valéry, « Les inégalités d'accès aux services de santé et leurs déterminants au Burkina Faso », *Santé, société et solidarité*, 2004, vol. 3, no 2, pp. 199-210.

s'inscrivant, dans la majorité des cas, dans le contexte de la solidarité familiale²⁷. Quel que soit leur forme, les transferts contribuent à l'atténuation des effets de la pauvreté aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain. Ainsi, la mise en place d'un fonds public de soutien aux ménages plus vulnérables sera utile pour épauler les agriculteurs qui verront les rendements décroître suite au difficile accès aux intrants agricoles du fait de la fermeture des frontières ou qui pourraient enregistrer une faible mise en marché de leurs produits. L'impact de ces mesures réside dans ce qu'elles peuvent renforcer le pouvoir d'achat des petits paysans et garantir une sécurité alimentaire pour tous.

D. Mesures d'accompagnement aux enfants des ménages à faible revenu

Les enfants des ménages à revenu faible sont les plus exposés aux affres de cette pandémie. Ils doivent, par voie de conséquence, faire l'objet d'interventions promptes des autorités publiques. A cet effet, il est souhaitable que l'Etat, par le truchement du Ministère en charge de la Famille et des Affaires Sociales fasse des actes de donation en denrées alimentaires (produits de première nécessité) au profit desdits ménages. Aussi, une politique de prise en charge sanitaire gratuite des enfants en cas de développement d'infections serait-elle nécessaire pour éviter une autre forme de crise sanitaire due à la recrudescence des maladies traditionnelles comme le paludisme. C'est donc le moment de mettre en œuvre des mesures spécifiques de redistribution de revenus qui passent par des transferts monétaires aux ménages des enfants démunis.

²⁷ Teto Abdelkader, « Contribution des transferts à la solidarité sociale et familiale à la consolidation des filets de sécurité et de protection contre la pauvreté: cas du Maroc », *Economic Research Forum for the Arab Countries, Iran and Turkey*, 2001.

La pandémie de Covid-19 est un coup dur pour tous les acteurs, et particulièrement les petits producteurs agricoles qui assurent la sécurité alimentaire du monde. Il se trouve qu'ils sont très vulnérables au choc que constitue cette pandémie. La nécessité d'accroître durablement la résilience de l'agriculture familiale s'impose. Ceci ne peut être possible que par la mise en place de mécanismes d'accompagnement simplifiés et efficaces. Il s'agit notamment de l'implantation d'institutions de micro-crédits agricoles, la constitution de banques alimentaires locales en cas de confinement prolongé, l'exonération des taxes et impôts aux entreprises agroalimentaires, la mise en place d'un fonds public de soutien aux ménages plus vulnérables, et la facilitation de l'accès aux services de base aux petits agriculteurs pour une sortie de crise. Si ces mesures qui relèvent des compétences de l'Etat sont suivies de la solidarité agissante entre les acteurs, les ménages les plus faibles économiquement, et par ricochet la population entière, seront à l'abri d'une éventuelle crise alimentaire.

Références bibliographiques

Articles

Allali Boujemaa, « Les paysans de l'agriculture familiale de l'Altiplano bolivien à l'épreuve des risques climatiques », *Pensée plurielle*, 2015, n°3, pp. 121-132.

Andrianantoandro Voahirana Tantely, Jean-François Bélières, « L'agriculture familiale malgache entre survie et développement : organisation des activités, diversification et différenciation des ménages agricoles de la région des Hautes Terres », *Revue Tiers Monde*, 2015, n°1, pp. 69-88.

Balasha Arsène Mushagalusa, Junior Momba Ndjembe, Nathan Kasanda Mukendi, Jules Nkulu Mwine Fyama, « Caractéristiques de l'agriculture familiale dans quelques villages de Kipushi : Enjeux et perspectives pour la sécurité alimentaire [Characteristics of family farm in some villages of Kipushi : Stakes and prospects for food safety] », *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 2015, vol. 10, n° 4, pp. 1134-1143.

Barrett Christopher B., Mark A. Constan, « Toward a theory of resilience for international development applications », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, 2014, vol. III, n° 40, pp. 14625-14630.

Bouko Marius B., Yessoufou Abdou G., Santa Kouessopa Patrice, Yessoufou Abèbi K., Adebo Adégnika A., Soumanou Mohamed M., Sezan Alphonse, "Undernutrition among children under five (5) years in the municipalities of Natitingou, Boukoumbé and Toucountouna (NBT Zone) in the Department of Atacora in North West Benin", *International Journal of Multidisciplinary and Current Research*, 2018, pp. 1386-1389.

Castel Aurélien, Faysse Nicolas, El Hirsch Adil, Rinaudo Jean-Daniel, « Vulnérabilité, résilience et capacité à se développer des exploitations agricoles familiales dans le périmètre irrigué de Bittit (plaine du Saiss) », *Alternatives Rurales*, 2014, no 2, pp. 73-84.

Chappell Michael Jahi, Liliana A. LaValle, « Food security and biodiversity: can we have both? An agroecological analysis », *Agriculture and Human Values*, 2011, vol. 28, n°1, pp. 3-26.

Columbus Cristie, Brust Karen B., and Arroliga Alejandro C, « 2019 novel coronavirus: an emerging global threat », *Baylor University Medical Center Proceedings*. Taylor & Francis, 2020, pp. 209-212.

Cutter Susan, « The landscape of disaster resilience indicators in the USA », *Natural hazards*, 2016, vol. 80, n°2, pp. 741-758.

Daré William's, Queste Jérôme, « Diversité de choix et inégalités d'accès aux services publics : le paradoxe de l'écologisation de la politique agricole à La Réunion », *Lien social et Politiques*, 2011, n° 66, pp. 225-243.

D'Errico Marco, Battiston Stefano, Peltonen Tuomas, Scheicher Martin, « How does risk flow in the credit default swap market? », *Journal of Financial Stability*, 2018, vol. 35, pp. 53-74.

Ecker Olivier, « Agricultural transformation and food and nutrition security in Ghana: Does farm production diversity (still) matter for household dietary diversity? », *Food policy*, 2018, vol. 79, pp. 271-282.

Haddad Slim, Nougara Adrien, Ridde Valéry, « Les inégalités d'accès aux services de santé et leurs déterminants au Burkina Faso », *Santé, société et solidarité*, 2004, vol. 3, n° 2, pp. 199-210.

Horlings Lummina G., Marsden Terry K., « Towards the real green revolution? Exploring the conceptual dimensions of a new ecological modernisation of agriculture that could 'feed the world' », *Global environmental change*, 2011, vol. 21, no 2, pp. 441-452.

Ossipow Laurence, Cuénod Béatrice, « Banques alimentaires et right to food en Suisse. Entre conformité et points de vue critiques », *Revue des sciences sociales*, 2019, n° 61, pp. 36-43.

Pretty Jules N., Noble Andrew D., Bossio Deborah, Dixon John, Hine Rachel E., Penning de Vries Frits W., Morison James, « Resource-conserving agriculture increases yields in developing countries », *Environmental Sciences and Technology*, 2006, vol. 40, n°4, pp. 1114-1119.

Rezaeetalab Fariba, Mozdourian Mahnaz, Amini Mahnaz, Javidarabshahi Zahra, Akbari Farzaneh, « COVID-19: A New Virus as a Potential Rapidly Spreading in the Worldwide », *Journal of Cardio-Thoracic Medicine*, 2020, vol. 8, n°1, pp. 563-564.

Shahidi Fereidoon, « Does COVID-19 Affect Food Safety and Security? », *Journal of Food Bioactives*, 2020, vol. 9, pp. 1-3.

Siche Raúl, « What is the impact of COVID-19 disease on agriculture? », *Scientia Agropecuaria*, 2020, vol. 11, n° 1, pp. 3-6.

Strobel Pierre, « Services publics et cohésion sociale », *Revue des politiques sociales et familiales*, 1995, vol. 42, n°1, pp. 7-17.

Teto Abdelkader, « Contribution des transferts a la solid artite sociale et familiale à la consolidation des filets de securités et de protection contre la pauvreté: cas du Maroc », *Economic Research Forum for the Arab Countries, Iran and Turkey*, 2001, pp. 1-11.

Rapports

Food and Agriculture Organization, « Rome Declaration on World Food Security and World Food Summit Plan of Action », Food and Agriculture Organization of the United Nations, World Food Summit, Rome, 13-17 November 1996.

Food and Agriculture Organization, « Mitigating the effects of the COVID-19 pandemic on food and nutrition of schoolchildren », Food and Agriculture Organization of the United Nations, 2020.

Ministère d'État chargé du Plan et du Développement du Bénin, « Plan National de Développement 2018-2025 », 2018.

Programme Alimentaire Mondial, « Evaluation conjointe à mi-parcours du Programme National d'Alimentation Scolaire Intégré (PNASI) », 2019, 198 pages.

Webographie

Alinovi Luca, Erdgin Mane, Donato Romano, « Measuring household resilience to food insecurity: application to palestinian households ». In: *Working paper. EC-FAO Food Security Programme Linking Information and Decision Making to Improve Food Security*, 2009, 35 p. http://www.fsnnetwork.org/sites/default/files/measuring_household_resilience_to_food_insecurity.pdf. [Google Scholar].

FAO - Food and Agriculture Organization, “Q & A: COVID-19 pandemic - impact on food and agriculture”, Available in: <http://www.fao.org/2019-ncov/q-and-a/en/> [Links], 2020.